



ART-2026-PM-01

**Arrêté Municipal Temporaire portant  
sur la Réglementation du Stationnement  
et de l'Occupation du Domaine Public**

Le Maire de la Commune de SAINT-JEAN-LE-BLANC,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L2122.1 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article L511-1 ;

VU le Code Pénal notamment l'article R610-5 ;

VU le code de la Route notamment l'Article R417-10 ;

VU la non-opposition à la déclaration préalable n° DP 045 286 25 00126,

VU la demande formulée en date du 5 Janvier 2026 par l'entreprise EURL MENDES, situé 23 rue de la Groue à CHAINGY (45380), demande l'autorisation d'occuper le domaine public par la pose d'un échafaudage de 6 m linéaire au droit du 47 rue des Balles pour permettre des travaux de couverture, durant 20 jours.

**Considérant** qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage du domaine public communal et la nécessité de réglementer l'utilisation de la chaussée et du stationnement,

**Considérant** qu'il importe de prendre toutes les dispositions permettant de veiller à la sécurité et la Tranquillité publiques,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** A partir du **Lundi 19 Janvier 2026** et pour une durée calendaire de **20 jours**, l'entreprise EURL MENDES est autorisée à occuper le domaine public comme énoncé dans la demande : Pose d'un échafaudage de 6 m linéaire pour permettre des travaux de couverture au droit du 47 rue des Balles, à charge pour lui de se confronter aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 :** L'échafaudage doit être rendue visible de jour comme de nuit. La signalisation correspondante, avec fourniture, entretien et enlèvement des panneaux, est à la charge du permissionnaire. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu de libérer la zone et la rendre dans un bon état de propreté. Le demandeur sera responsable des dommages et dégradations de toute nature pouvant être causés sur la voie publique ou ses dépendances, aux biens et aux lieux dominicaux. Il devra en assurer la remise en état.

- Article 3 :** La circulation sera maintenue.  
Les piétons seront invités à utiliser et à circuler sur le trottoir opposé.  
Le stationnement sera interdit aux abords de la zone de chantier excepté les véhicules d'intervention de l'entreprise.
- Article 4 :** Le demandeur devra obligatoirement afficher sur place le présent arrêté, 7 jours à l'avance.
- Article 5 :** En application des articles L325-1 à L325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction de stationner prévue au présent arrêté pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate.
- Article 6 :** Le non-respect des dispositions du présent arrêté sera sanctionné conformément à l'article R610-5 du code pénal.
- Article 7 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de la publicité d'affichage.
- Article 8 :** Ampliation du présent Arrêté sera transmise à :
- X La DIPN 45,
  - X Au Centre Technique Municipale de la Ville de SAINT-JEAN-LE-BLANC,
  - X La Direction du Service de la Police Municipale de la Ville de SAINT-JEAN-LE-BLANC
  - X Au demandeur

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Signé numériquement  
à Saint Jean le Blanc,  
le mardi 06 janvier 2026  
CHARPENTIER Thierry  
Maire



Publié le : **06 JAN. 2026**

Notifié le : **06 JAN. 2026**